

Retour sur la Crise des missiles à Cuba.

(Le Monde Diplomatique - novembre 2002).

Partant de l'hypothèse que la guerre peut résoudre les problèmes - réels - liés au terrorisme et à la détention d'armes de destruction massive, le président des Etats-Unis, M. George W. Bush, semble décidé à attaquer l'Irak, avec ou sans l'assentiment de la communauté internationale. Au mépris des conséquences funestes d'un tel engagement. En octobre et en novembre 1962, la crise des missiles à Cuba plaça l'humanité au bord d'un affrontement nucléaire. Fort heureusement, une combinaison de chance et de négociations empêcha le conflit. Avec le recul, d'étonnantes similitudes relient les deux situations, du cynisme des faucons américains à l'instrumentation des Nations unies.

Par Daniele Ganser

Auteur de Reckless Gamble. The Sabotage of the United Nations in the Cuban Conflict and the Missile Crisis of 1962, University Press of the South, Nouvelle-orléans, 2000. Toutes les citations de cet article sont tirées de ce livre.

En janvier 1959, l'entrée triomphale à La Havane d'Ernesto « Che » Guevara et de M. Fidel Castro fit craindre à l'administration des Etats-Unis et au président Dwight Eisenhower que le communisme se répande à travers l'Amérique latine. Allié sûr de Washington durant la guerre froide, le dictateur Fulgencio Batista avait été renversé par une guérilla soutenue par l'immense majorité du peuple cubain. Avant même que M. Castro - qui n'était pas alors communiste - mette en oeuvre sa réforme agraire, le 17 mai, et commence à exproprier les compagnies américaines, en débutant par les terres de la firme bananière United Fruit Co, le 4 avril 1960, le Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche avait décidé, le 10 mars 1959, qu'il devait être remplacé et étudiait des stratégies pour « mettre en place un nouveau gouvernement à Cuba ».

Autorisée par Eisenhower à collaborer avec des organisations terroristes, la Central Intelligence Agency (CIA) commença à organiser, à payer, à armer et à entraîner des exilés cubains pour saboter la politique de M. Castro. Dans le plus grand secret, elle fut autorisée à mettre à exécution des opérations d'assassinat contre le président cubain, comme l'a révélé, en 1975, la commission spéciale du Sénat des Etats-Unis. Ainsi commença, dès 1959, une guerre non déclarée des Etats-Unis contre Cuba.

Les attaques à la bombe et le sabotage effectué par les terroristes de la CIA commencèrent le 21 octobre 1959, lorsque deux avions, en provenance des Etats-Unis, mitraillèrent La Havane, y faisant 2 morts et 50 blessés. Le ministre cubain des affaires étrangères, Raul Roa, porta l'affaire devant les Nations unies (ONU) et, le 18 juillet 1960, présenta le nombre de Cubains tués, les numéros d'immatriculation des avions, les noms des pilotes et l'origine des attaques au Conseil de sécurité.

Manipulation des Nations unies

L'ambassadeur des Etats-Unis, Henry Cabot Lodge, réfuta les accusations : « Bien que cela me semble tout à fait inutile, permettez-moi ici et maintenant de lui donner [à M. Castro] cette assurance superflue : les Etats-Unis n'ont pas d'intention agressive vis-à-vis de Cuba. » Le Conseil de sécurité s'abstint d'agir. Cela émut M. Castro et, en septembre 1960, il se rendit

à New York pour présenter l'affaire devant l'Assemblée générale de l'ONU. « Vous n'avez pas besoin de vous inquiéter, déclara-t-il d'emblée, nous allons faire de notre mieux pour être bref. » Après quoi, durant cinq heures, il énuméra et dénonça les actes criminels auxquels son régime était soumis...

Un mois avant ce discours, dans un mémorandum ultra-secret, le président Eisenhower avait accordé 13 millions de dollars pour créer un camp d'entraînement terroriste au Guatemala, où des exilés anticastristes se préparaient pour une invasion de Cuba. Celle-ci commença un samedi matin, le 15 avril 1961. Des pilotes payés par la CIA bombardèrent les aéroports de Santiago de Cuba et de San Antonio de los Baños, ainsi que les appareils de la force aérienne cubaine à La Havane. Aux premières heures de la matinée du surlendemain, 1 500 terroristes accostèrent dans la baie des Cochons. Les forces de M. Castro coulèrent les bateaux des envahisseurs et anéantirent ou firent prisonniers tous les commandos anticastristes sur la terre ferme.

Alors que les bombes pleuvaient sur Cuba, Raul Roa appela une nouvelle fois les Nations unies à l'aide. Il expliqua que son pays avait été attaqué par « une force mercenaire organisée, financée et armée par le gouvernement des Etats-Unis, en provenance du Guatemala et de Floride ». L'ambassadeur américain, Adlai Stevenson, réfuta ces accusations, qualifiées de « totalement fausses : les Etats-Unis n'ont commis aucune agression contre Cuba ». L'ambassadeur britannique, Patrick Dean, apporta son soutien à Stevenson : « Le gouvernement du Royaume-Uni sait par expérience qu'il peut faire confiance à la parole des Etats-Unis. »

Cependant, les faits ne pouvaient être niés plus longtemps. John F. Kennedy, qui avait succédé à Eisenhower à la présidence des Etats-Unis, décida d'admettre la vérité et endossa la faute, le 24 avril, dans une déclaration de la Maison Blanche : « Le président Kennedy a dit depuis le début que, en tant que président, il porte la seule responsabilité. » Mais, dès le lendemain, Washington poursuivait sa guerre contre le régime de M. Castro et imposait un embargo total sur les marchandises américaines à destination de Cuba.

Pour La Havane, qui craignait d'autres agressions, il devenait impératif de prendre toutes les mesures pour protéger sa souveraineté nationale.

A Moscou, le dirigeant de l'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev, avait longuement observé l'agression américaine contre Cuba. Il racontera dans son autobiographie : « J'avais constamment ce problème à l'esprit... Si Cuba tombait, les autres pays latino-américains nous rejetteraient, en prétendant que, malgré toute sa puissance, l'Union soviétique n'avait pas été capable de faire quoi que ce soit pour Cuba, sauf d'émettre des protestations creuses devant les Nations unies. » Prenant un pari hasardeux, il décida de faire démarrer l'opération « Anadyr » et, en mai 1962, expédia par bateau, à travers le territoire de l'OTAN, par l'Atlantique, vers Cuba, 50 000 soldats soviétiques et 60 missiles atomiques...

Nikita Khrouchtchev marquait ainsi son engagement envers son allié caribéen, gagnait des positions stratégiques et montrait sa force à la fois aux Etats-Unis et à la Chine. Les soldats soviétiques étaient en train d'installer les missiles nucléaires à Cuba quand, le 14 octobre 1962, un avion américain U2 d'espionnage en haute altitude les photographia.

La nouvelle provoqua un choc au sein de l'administration américaine. Le président convoqua immédiatement son Conseil national de sécurité pour une réunion secrète à la Maison Blanche. « Pourquoi donc a-t-il [Khrouchtchev] mis ça [les missiles] là ?, demanda John F. Kennedy. C'est comme si, tout à coup, nous commençons à augmenter le nombre de MRBM [missiles atomiques] en Turquie ; ce serait sacrément dangereux, je pense. » McGeorg Bundy, son conseiller spécial, lui répondit : « Eh bien, c'est ce que nous avons fait, monsieur le président ! » Il se référait aux missiles nucléaires Jupiter que les Etats-Unis avaient précisément installés en Turquie, près de la frontière soviétique, en 1961.

Le président Kennedy demeurait néanmoins convaincu que les missiles nucléaires présents à quelques encablures de la Floride devaient être évacués. Ils n'étaient pas encore opérationnels, comme le lui affirmait la CIA, mais leur installation se poursuivait et le facteur temps était d'une extrême importance. Le ministre de la défense, Robert McNamara, recommanda au président de ne pas porter l'affaire devant les Nations unies : « Une fois que vous vous serez engagé dans cette approche politique, je ne pense pas que vous aurez la moindre chance d'entreprendre une action militaire. » Peu après la crise, Richard Gardner, secrétaire adjoint aux affaires internationales, expliquera franchement : « Nous, à Washington, nous considérons les Nations unies, de façon réaliste et pratique, comme un moyen de promotion de notre intérêt national. »

Soumis à l'intense pression du Pentagone, désireux de bombarder et d'envahir Cuba, John F. Kennedy prit sagement position contre cette option. C'est seulement plus tard que l'on découvrit que les forces terrestres soviétiques stationnées à Cuba étaient équipées, en plus, de missiles tactiques nucléaires qu'elles auraient utilisés contre une invasion des forces américaines. Déclenchant ainsi la première guerre atomique entre deux puissances nucléaires...

Le président choisit un blocus maritime autour de l'île pour empêcher les bateaux soviétiques d'introduire d'autres missiles. Le lundi 22 octobre, à la télévision, John F. Kennedy expliqua aux citoyens stupéfaits, aux Etats-Unis et dans le reste du monde, que l'Union soviétique, « au mépris flagrant et délibéré » de la Charte des Nations unies, avait installé des missiles nucléaires à Cuba. « Le plus grand danger aurait été de ne rien faire », souligna-t-il, en expliquant qu'il avait ordonné que soit mis en place un strict embargo pour tout équipement militaire offensif embarqué vers Cuba. En même temps, une résolution américaine appelait « au prompt démantèlement et au retrait de toutes les armes offensives stationnées à Cuba, et cela sous le contrôle d'observateurs des Nations unies ». Se référant au blocus, le secrétaire général de l'ONU, Sinh U Thant, un bouddhiste de Birmanie, raconta plus tard : « Je pouvais à peine en croire mes yeux et mes oreilles. Cela signifiait techniquement le début de la guerre contre Cuba et l'Union soviétique. Autant que je me souvienne, c'était le discours le plus funeste et le plus grave jamais prononcé par un chef d'Etat. »

Négociations en coulisse

Pour provoquer une désescalade de la crise, U Thant pria instamment tous les membres des Nations unies de s'abstenir de toute action militaire. En coulisse, il parla à Kennedy, à Khrouchtchev et à M. Castro. A ce dernier, il confessa : « Si la

CIA et le Pentagone continuent à avoir un tel pouvoir, je vois le futur du monde sous un jour très sombre. »

Au même moment, Adlai Stevenson faisait du Conseil de sécurité, soudain devenu utile, « le prétoire de l'opinion mondiale », comme il le nomma. Le 25 octobre, il y présenta les photos des missiles nucléaires soviétiques à Cuba devant un public perplexe et un ambassadeur soviétique gêné. Celui-ci, Valerian Zorin, lâcha en grommelant : « Des preuves truquées... » Stevenson expliqua que Kennedy avait ordonné le blocus sans consulter le Conseil de sécurité parce que l'Union soviétique aurait stoppé toute résolution. Un ami de Stevenson observa que l'ambassadeur avait fortement impressionné le public américain : « Son courrier, au cours des quelques jours suivants, montrait qu'il était devenu une sorte de héros pour le vaste public américain, dont le régime télévisé quotidien est un mélange de violence grossière et de mensonges commerciaux imbibés de sexe. »

Des bombardiers américains avaient pris l'air, porteurs de bombes nucléaires et de plans de vol qui devaient les conduire vers des cibles en Union soviétique. Les forces de l'OTAN en Europe de l'Ouest étaient en état d'alerte. Des forces militaires américaines se rassemblaient dans le sud des Etats-Unis. Des bateaux soviétiques et des sous-marins manoeuvraient dans les Caraïbes. A Cuba, des soldats soviétiques travaillaient nuit et jour pour rendre opérationnels les missiles nucléaires. Les forces terrestres soviétiques de l'île, coupées de tout approvisionnement de leur lointain pays, pointaient leurs missiles nucléaires tactiques sur une possible force d'invasion américaine. Cuba s'attendait à une invasion imminente et positionnait également ses forces armées. Le grand désastre était proche.

Mais il ne se produisit pas. Car, en coulisse, on négocia. Fermement décidés à éviter la guerre, Kennedy et Khrouchtchev se mirent d'accord sans bruit pour retirer leurs missiles respectifs de Cuba et de Turquie, et, le 28 octobre 1962, les Etats-Unis promirent de s'abstenir de toute nouvelle agression contre Cuba (promesse non tenue). Le monde en fut soulagé. Début novembre, le conflit potentiel le plus dangereux de la guerre froide avait été écarté.

Quelles leçons tirer de cet épisode ? Celles-ci : 1) les nations, grandes et petites, doivent s'abstenir de violer les règles des Nations unies ; 2) elles ne devraient pas utiliser l'organisation dans les seuls moments où elles ont besoin d'un soutien international ; 3) les membres les plus puissants de la communauté mondiale doivent, en toute circonstance, s'abstenir de toute action militaire unilatérale.

Danièle Ganser.